



Taux 0%
2 MOIS DE SALAIRE NET
REMBOURSEMENT : 12 MOIS
Disponible en 24h

PRÊT SCOLAIRE
LA RENTRÉE AVEC LE SOURIRE
DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2021

* Offre soumise à conditions



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 209 du jeudi 23 septembre 2021 / Prix : 250 F CFA

P.3

ENTREPRISE

AMINA : les raisons d'un bras de fer



P.3

EXCLUSIF

BDM-TOGO dans la place

- Succursale de la Banque de Développement du Mali
- 14^{ème} banque sur le marché togolais
- Sa cible, ses ambitions, ses priorités



RSE

P.4

Quand SCANTOGO inspire CMTP



ACTUALITE

P.6

GRÈVE À DODO COSMETICS

La Direction donne des explications




TOUJOURS + DE FOOT ENSEMBLE

A PARTIR DU 14 SEPTEMBRE SUR LES CHAINES **CANAL+ SPORT**

LES BOUQUETS **CANAL+**



**Le Numéro d'Identification Fiscale (NIF)
facilite les opérations de dédouanement
des marchandises.**

EXCLUSIF

BDM-TOGO dans la place

Le marché bancaire togolais s'enrichit de l'arrivée d'une nouvelle structure: BDM-TOGO. Selon nos informations, la Banque du Développement du Mali est dans le dernier virage de ses préparatifs pour son ouverture officielle imminente. Pourquoi une succursale de la Banque de Développement du Mali dans notre pays ? Quelle est sa cible ? Comment compte-t-elle atteindre ses objectifs dans un secteur de plus en plus concurrentiel ? Éléments de réponse.

Elom ATTISSOGBE

Filiale du groupe BMCE Bank, la Banque de Développement du Mali est la 1^{ère} banque au Mali, avec une part de marché de 29,3% des dépôts et 20,3% des crédits.

Elle a réalisé un résultat de plus de 12 milliards de FCFA sur les cinq dernières années.

Groupe bancaire malien doté d'un capital de 25 milliards FCFA, la Banque de Développement du Mali (BDM) possède plusieurs filiales en Afrique (Guinée Bissau, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Sénégal) et en Europe (France et Espagne).

Il s'étend désormais au Togo pour être davantage proche de ses clients.

En 2021, le Groupe compte plus de 200 agences et quelques 500 collaborateurs.

BDM-TOGO : Ce qu'il faut savoir

« Aux termes d'un acte de dépôt (...) contenant entre autres, les extraits des délibérations de la 66^{ème} session du Conseil d'Administration de la BDM SA, constatant agrément des succursales du Sénégal et du Togo, il a été décidé de la création d'une succursale de la Banque de Développement du Mali BDM SA (société mère) au Togo par le Conseil d'administration de ladite Banque », précise l'acte constitutif de BDM-TOGO que nous avons pu consulter.

La succursale a pour objet l'activité bancaire à caractère général, la participation par tous moyens dans toutes opérations pouvant se rapporter à son objet par quelque mode que



ce soit sous réserve des dispositions qu'elles soient financières, commerciales, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ou à tous les objets similaires ou annexes et susceptibles de faciliter le développement. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus spécifiés ou connexes, de manière la plus étendue.

Avec comme administrateur général, Souleymane Keita, et Guindo Amidou au poste de Directeur Général, BDM-TOGO envisage la conquête du marché togolais par une stratégie visant d'abord la diaspora malienne. « C'est une banque qui a son siège au Mali. Elle a obtenu son

accord d'implantation au Togo depuis longtemps, mais la crise sanitaire et ses répercussions sur l'économie ainsi que la situation sociopolitique au Mali n'ont pas joué en faveur de son opérationnalisation rapide sur le marché togolais. Maintenant, elle prend ses quartiers et sa cible première, ce sont les opérateurs économiques maliens qui exercent au Togo », nous confie une source proche de ladite banque. « Le Directeur Général est Malien. Ils ont recruté du personnel sur place. L'équipe dirigeante est prête. Ce sont les travaux d'aménagement qui ont pris du retard », informe notre source.

La diaspora malienne au cœur de ses priorités

C'est clairement dit dans son approche clientèle. Et pour qui sait analyser la cible de la Banque de Développement du Mali dans ses pays d'implantation, il est clair que la diaspora malienne est prioritairement visée. « Conscient de l'apport considérable de la diaspora malienne au pays, la BDM-SA a toujours entretenu d'étroites relations avec ses concitoyens maliens où qu'ils soient. Dans ce cadre, des services spécifiques orientés vers la clientèle de la diaspora ont été créés, ainsi

qu'un département dédié. Des Comptes Maliens Résidents à l'Étranger (MRE), aux cartes bancaires internationales VISA à débit immédiat et prépayées, en passant par le prêt immobilier, la Banque reste à l'écoute des attentes de ses partenaires privilégiés que constituent les Maliens de la diaspora », peut-on lire sur le site web officiel de la banque. Avec des comptes destinés à la diaspora malienne à l'étranger dont le Compte Épargne Malien Résident à l'Étranger et le Compte Courant Malien Résident à l'Étranger, BDM-TOGO compte développer sa stratégie au Togo. Elle a sans doute pris le temps d'analyser le nombre de Maliens vivant dans notre pays. Estimée à plusieurs milliers par Mohamed Silla, représentant des Maliens au Togo et imam de la mosquée centrale de Lomé, la diaspora malienne au Togo est une clientèle au cœur des priorités de la nouvelle banque.

Acteur de l'intégration bancaire sous-régionale, BDM a reçu une consécration à la cérémonie des Awards d'African Banker 2021, en décrochant le prix de la meilleure banque régionale d'Afrique de l'Ouest en 2021.

LICENCIEMENT DE PRÈS DE 3000 EMPLOYÉS

AMINA : les raisons d'un bras de fer

Plusieurs ouvriers ont été licenciés à la société AMINA, suite à leurs revendications portant sur de meilleures conditions de travail. Après le licenciement, la société a fermé ses portes depuis ce lundi 20 septembre 2021, officiellement « pour des raisons de sécurité et ce jusqu'à nouvel ordre ».

C'est un véritable coup de tonnerre à la société AMINA du Togo. Près de 3000 ouvriers en poste dans cette entreprise sont licenciés.

Tout est parti d'une cessation totale du travail du personnel de la société. « Nous vous informons de notre décision de vous licencier pour motifs suivants : refus d'exécution de vos obligations professionnelles et contractuelles depuis le 06 septembre 2021 jusqu'à ce jour, l'insubordination (la non observation de la note de service vous ordonnant de reprendre le travail le 09 septembre 2021 après 72 heures d'arrêt de travail», notifie la Direction Générale dans un courrier envoyé aux employés licenciés.

Durant deux semaines, le personnel de la société était en grève, sans aucun service minimum, à cause de leurs conditions de travail précaires et l'abus du pouvoir de la société depuis l'élection des nouveaux délégués du personnel.

« Tout a commencé depuis le 13 mars 2021. Nous avons fait une élection pour élire de nouveaux délégués du personnel. On se disait enfin que la direction de la société Amina a accepté qu'on fasse les élections. Après les élections, nous avons écarté les anciens délégués qui ont fait plus de vingt ans à ce poste, sans réellement penser aux meilleures conditions de travail de leurs électeurs. Il faut dire



qu'ils étaient à ce poste depuis 20 ans, mais nous n'avons constaté aucun changement. Depuis que nous avons élu de nouveaux délégués qui plaident pour notre cause, nous avons constaté que la société ne fait que licencier nos collègues », nous confie un employé licencié de la société.

Il regrette que les employés soient laissés à eux-mêmes face, selon lui, aux intimidations et abus du pouvoir de la direction générale. « Aucune autorité n'a pas levé son petit doigt pour nous sortir de ces difficultés et

dysfonctionnements constatés », déplore-t-il.

Les employés dénoncent aussi la rupture de contrat de travail pour les agents totalisant plus de deux ans dans le métier, la cessation des heures supplémentaires, la base floue de rémunération et de calcul des heures supplémentaires, l'absence de contrat devant préciser la rémunération et la classification du contrat de travail. Selon la direction générale de la société, cette décision de licenciement des employés est prise à cause

de leur « grève illégale ». « Imaginez ce que représentent deux semaines de grève illégale dans la vie d'une entreprise privée. Finalement, l'employeur ne pouvait plus continuer la collaboration et il n'avait pas d'autres choix que de les licencier », a indiqué Roger Attiba, chef adjoint du personnel à la société AMINA.

Le Syndicat National des Travailleurs de la Zone Franche du Togo (SYNATRASFT) n'est pas resté en marge de cette affaire. Le syndicat regrette cette décision, mais reconnaît que la loi a été appliquée.

Implantée dans la Zone Franche depuis 30 ans, la société Amina emploie plus de 4000 personnes. Elle est spécialisée dans la fabrication de mèches.

■ Etonam TAMELOKPO

BURKINA FASO

Un syndicat appelle au boycott du port de Lomé

Des transporteurs et commerçants burkinabè réunis autour du Syndicat National des Commerçants et Transporteurs Contre l'Implantation de la Vie Chère (SYNACTIV) au Burkina Faso étaient en conférence de presse dans la matinée de ce jeudi 16 septembre 2021 à Ouagadougou. Selon les informations parvenues à notre rédaction, ce Syndicat a appelé les transporteurs burkinabè à ne plus transiter leurs marchandises par le port de Lomé.

Cette décision fait suite à l'application du règlement n°14/2005/CM/ UEMOA relatif à l'harmonisation des véhicules lourds de transports de marchandises dans les États Membres de l'Union Économique Monétaire Ouest Africain (UEMOA) par les autorités togolaises. Un règlement auquel le Burkina a souscrit. Ces commerçants tiennent pour

responsable de l'application de ce traité, Vincent Dabilgou, leur ministre de tutelle. « Le ministre des Transports, après avoir eu l'entière confiance des transporteurs, s'est personnellement déporté à Lomé et à Accra pour se plaindre auprès de ces pays du fait qu'il autorisent les camions burkinabè de plus de 04 essieux à charger des marchandises. », note Alassane Dipama. « Se



sentant humiliés par le Ministre burkinabè des Transports, les autorités togolaises en charge des transports ont instruit la mise en fourrière de plus d'une centaine de camions burkinabè, certains déjà chargés de marchandises et d'autres vides. Il a fallu s'acquitter d'une amende de 500 000 FCFA pour quitter le territoire togolais », a informé le Secrétaire général du

SYNACTIV.

Dans le but d'apporter leur contribution à la lutte contre la hausse des prix des produits de grande consommation, une contribution qui passe d'ailleurs par l'amélioration de leurs conditions de travail, les commerçants du SYNACTIV demandent aux autres commerçants burkinabè

de ne plus transiter leurs marchandises par le Port de Lomé. « Nous demandons aux commerçants et transporteurs burkinabè de ne plus transiter leurs marchandises vers le port de Lomé », a lancé M. Dipama. Ils exigent par ailleurs l'homologation de leurs cartes grises, au même titre que celles des camions des autres pays de la zone UEMOA qui ont subi des modifications suite à l'avènement des nouveaux conteneurs imposés depuis l'Europe et également la levée des sanctions sur les poids excédants des marchandises suite à l'avènement des conteneurs.

RSE

Quand SCANTOGO inspire CMTP

La préfecture de Yoto et la localité de Sika-Kondji en particulier bénéficient des réalisations de SCANTOGO depuis quelques années. Des réalisations estimées à des centaines de million de FCFA pour l'inclusion sociale, le bien-être et l'épanouissement des populations. Ces nombreuses initiatives RSE du Groupe HeidelbergCement Togo inspirent l'un de ses partenaires : Carrières Mines Travaux Publics (CMTP). A l'orée de cette rentrée scolaire, cette entreprise a offert un bâtiment scolaire de trois classes à l'Ecole Primaire Publique (EPP) Sika Kondji ainsi que des matériels scolaires.

Isidore AYEKO

CMTP sur les pas de SCANTOGO en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE). En effet, l'entreprise minière située à Sika-Kondji est un cas d'école sur le plan des réalisations sociales en faveur des

populations, sous l'impulsion de son Directeur Général, Eric Goullignac. Ecoles réhabilitées, formation de la main d'œuvre locale, hôpital préfectoral en pleine réhabilitation et équipé, électrification des villages de Tabligbo, dotation en eau



potable, etc., plus rien n'arrête SCANTOGO à travers sa Fondation HeidelbergCement Togo dans son souci constant du bien-être social.

En 2020, le coût total des actions sociales réalisées est estimé à près d'un milliard FCFA. De quoi inspirer un partenaire. L'entreprise CMTP prend donc exemple

et a décidé dans le cadre de cette rentrée scolaire, de passer à l'offensive sur le plan RSE.

Elle a initié la construction d'un bâtiment de trois classes pour permettre aux élèves de l'Ecole Primaire Publique (EPP) de Sika-Kondji d'étudier dans des conditions adéquates. Evalué à 17 millions de CFA, ce bâtiment a été inauguré le mercredi 15 septembre dernier. Une manière pour les responsables de CMTP de soulager les peines des élèves et du corps enseignant.

En plus du bâtiment, CMTP a également offert des fournitures scolaires aux élèves de cette école. « Notre geste s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociale de

l'entreprise. C'est aussi pour nous permettre d'entretenir de bonnes relations de voisinage avec la population de Sika-Kondji notamment les élèves qui se retrouvaient dans des appartements pour étudier. Nous avons décidé d'apporter notre modeste contribution à la construction de l'avenir des enfants », a indiqué Olivier Bouvarel, Directeur Général de CMTP.

Partenaire de SCANTOGO, Carrières Mines Travaux Publics du Togo, est une société spécialisée dans le domaine de la gestion de carrières, du minage, de l'extraction, du concassage et de l'acheminement des matières premières.

ASSURANCES

La filiale Vie de Sanlam-Togo rachetée par NSIA

Le groupe NSIA a annoncé, dans un communiqué publié hier mercredi 22 septembre, qu'elle renforce sa présence dans l'assurance en Afrique de l'Ouest et Centrale avec l'acquisition de quatre filiales d'assurances appartenant au Groupe Sanlam.

En effet, relève la note consultée par TogoBusinessNews, dans le cadre de sa stratégie de développement, le groupe NSIA a récemment signé un accord avec le groupe Sanlam, structuré en deux volets. Il s'agit, en premier, de la cession à Sanlam des filiales Vie et Non Vie de NSIA au

Mali pour répondre au besoin stratégique de recentrage de couverture géographique du pôle assurances. En deuxième position, le deal porte sur le rachat, par NSIA, de quatre filiales du groupe Sanlam qui sont l'Assurance Vie au Togo, l'Assurance Vie au Gabon, l'Assurance Non Vie au Congo et l'Assurance Non



Vie en Guinée.

« Cette opération, soumise à la validation des autorités de tutelle de la CIMA, de la CEMAC et de la Banque Centrale de la République de Guinée,

est une étape importante pour le développement du Groupe NSIA au Togo, Gabon, Congo et en Guinée », commente NSIA. Déjà présent au Togo –comme sur les autres marchés concernés –, NSIA est un groupe de services financiers qui intègre des produits et services bancaires et d'assurances avec 3 banques, 3 succursales bancaires, 19 Compagnies d'Assurances, 1 Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI), 1 Société de Gestion des OPCVM, 1 société Immobilière, 1 société de

courtage en réassurance, et 1 Fondation. « Cette opération répond à deux objectifs : augmenter nos parts de marché dans des pays importants pour le développement de NSIA et renforcer notre mise en conformité avec les exigences du régulateur de la zone CIMA », d'après Janine Kacou Diagou, directeur général du groupe basé à Abidjan (Côte d'Ivoire).

L'opération, au Togo, ne concerne pas les activités Non Vie de Sanlam, l'ex-Saham.

BANQUE MONDIALE

Doing Business : la fin d'un rapport polémique

L'information a fait l'effet d'une bombe. Après avoir suspendu le « Doing Business » l'année dernière, la Banque Mondiale a décidé d'arrêter définitivement cette publication pour cause de manipulation de conclusions des éditions 2018 et 2019 sous la pression de certains gouvernements qui voulaient à tout prix enjoliver leur situation.

L'enquête et les audits diligentés par la direction accusent notamment la Chine, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et l'Azerbaïdjan. Selon Financail Afrik, plusieurs anciens hauts cadres dont l'actuelle patronne du FMI, Kristalina Georgevia, alors directrice exécutive de la Banque Mondiale, sont impliqués dans ce qui est désormais un vrai scandale. La directrice générale du FMI s'est empressée de publier un démenti qui n'a convaincu personne. Elle se retrouve fragilisée, et certaines voix appellent déjà à sa démission.

Pour la direction de la Banque Mondiale, il fallait trancher dans le vif car ces Etats incriminés ont franchi la ligne rouge. Ne pas réagir aurait entaché tout le crédit de l'Institution. «*La confiance dans les travaux de recherche du Groupe de la Banque mondiale est d'une importance capitale. Ces travaux guident les actions des décideurs politiques, aident les pays à prendre des décisions mieux éclairées et permettent aux parties prenantes de mesurer les progrès économiques et sociaux avec plus de précision.*». Le Doing Business passait en

revue l'environnement des affaires de pays membres de l'institution en distribuant des bons et de mauvais points aux Etats. Ce rapport à périodicité annuelle, était redouté par beaucoup de gouvernements car il servait de boussole pour les investisseurs. La direction de la Banque mondiale justifie sa décision par la manipulation des données des éditions de 2018 et 2019 confirmée par les audits et les enquêtes menés par des organismes et cabinets indépendants.

En février 2018 déjà, la démission fracassante de Paul Romer, chef économiste de la Banque Mondiale, suite à ses critiques portant sur le classement Doing Business, avait fragilisé ce rapport qui faisait autorité. Selon le célèbre économiste de l'Université de New York, connu pour sa théorie de la croissance endogène, des considérations parfois politiques ont motivé le classement de certains des 190 pays mis en exergue dans ce document particulièrement pris au sérieux en Afrique. Le cas du Chili illustre bien cet état de faits. Le pays d'Amérique Latine aurait été pénalisé volontairement



depuis l'arrivée aux affaires de la socialiste Michelle Bachelet, en 2014. Depuis, le Chili a perdu 20 places, se traduisant par une éviction des IDE.

Doing Business 2017 (publié fin 2016) a été, par exemple, le premier de la série à se demander avec quelle facilité les entreprises peuvent obtenir un remboursement ou résoudre une erreur après le dépôt de leurs impôts.

Dans ce rapport, le Chili a été classé comme le 120ème endroit le plus facile à payer des impôts, quelques 87 crans en dessous de son rang l'année précédente. Aucun autre pays n'est tombé aussi fortement.

À en croire Paul Romer, le seul critère lié aux délais de paiement des impôts exigés aux entreprises ne pouvait suffire pour faire passer le Chili de la 34^e (2014) à la 57^e place du classement général. Paul Romer remet en cause la fiabilité des quatre dernières éditions.

En fait, la Banque Mondiale, a changé les règles de son classement. La nouvelle méthode sur-pondère les

critères mesurables tels que le nombre de jours requis pour créer une entreprise, enregistrer une propriété ou enregistrer des taxes.

En changeant les règles, les classements ont permis une meilleure prestation de certains pays comme l'Inde alors que la Chine, souvent malmenée par le rapport, en appelle à sa suppression. Paul Romer parle des règles taillées sur mesure.

Depuis sa prise de fonctions en 2016, l'économiste en chef était en conflit permanent avec les responsables de la Banque Mondiale sur la méthodologie et la rédaction des rapports produits par cette institution financière internationale. Accusant l'équipe Doing Business de mettre un «*pouce sur la balance*», Paul Romer relance un débat sur le caractère idéologique d'un rapport qui participe de l'uniformisation des politiques économiques dans le monde mais pas forcément de la mise en place de meilleurs systèmes de répartition de revenus.

Le communiqué intégral publié à Washington

La confiance dans les travaux de recherche du Groupe de la Banque mondiale est d'une importance capitale. Ces travaux guident les actions des décideurs politiques, aident les pays à prendre des décisions mieux éclairées et permettent aux parties prenantes

de mesurer les progrès économiques et sociaux avec plus de précision. Ces travaux constituent également un outil précieux pour le secteur privé, la société civile, le monde universitaire, les journalistes et d'autres acteurs, et favorisent une plus large compréhension des enjeux mondiaux.

Après que des irrégularités dans les données des éditions 2018 et 2020 du rapport «*Doing Business*» ont été signalées en interne en juin 2020, la direction de la Banque mondiale a suspendu l'édition suivante et lancé une série d'examen et d'audits du rapport et de la méthode utilisée pour l'établir. Par ailleurs, parce que les rapports internes ont soulevé des questions d'éthique, concernant notamment la conduite d'anciens responsables du Conseil des Administrateurs ainsi que de certains employés actuels et/ou anciens de la Banque, la direction a porté les allégations y relatives aux mécanismes internes appropriés de reddition de comptes de la Banque.

BANQUE

Oragroup : Un résultat en progression

Oragroup, le groupe bancaire panafricain implanté dans une douzaine de pays à travers son réseau Orabank, annonce une superbe performance au premier semestre 2021 avec un résultat net de 9,6 milliards FCFA en bond extraordinaire de 581%, en dépit du coût du risque qui a augmenté de 22% à 17,7 milliards FCFA. Sika Finance note que cette évolution vient conforter la dynamique affichée à fin mars 2021, après un exercice 2020 difficile, marqué par un repli de 50% du bénéfice.

Cette performance semestrielle est attribuée aux indicateurs financiers du groupe qui ont tous enregistré une croissance à deux chiffres sur les six premiers mois de l'année.

Le PNB d'Oragroup a en effet progressé de 22% à 85,8 milliards FCFA permettant ainsi une amélioration du coefficient d'exploitation qui a baissé

de 6,1 points à 63,1% à fin juin 2021. Le résultat brut d'exploitation s'est lui affermi de 46% à 31,6 milliards FCFA.

Il faut relever que sur la période, porté principalement par les encours de crédits qui ont connu une embellie de 31% à 1,7 milliard FCFA, le total bilan a atteint plus de 3 489 milliards FCFA (+7%). Les encours de dépôts sont quant à eux ressortis à 2,45



milliards FCFA en hausse de 57% à fin juin.

Notons par ailleurs qu'ORAGROUP S.A a, elle, affiché une perte de -1,07 milliard FCFA au terme du premier semestre 2021 contre un bénéfice de 2,2 milliards FCFA à la même période en 2020.

Relance d'un emprunt obligataire

La maison-mère du groupe

bancaire Orabank est à la recherche d'un montant de 50 milliards FCFA (75 millions d'euros) à travers le lancement d'un emprunt obligataire par appel public à l'épargne dénommé «*Oragroup 7,15% 2021-2028*».

Le lancement des opérations de souscription sera effectif à compter du 4 octobre 2021.

Le prix de l'obligation est fixé à 10.000 FCFA. La maturité de l'opération est de 7 ans couvrant la période 2021-2028. Pour assurer le succès de l'opération et attirer les investisseurs, Oragroup a proposé un taux d'intérêt assez intéressant de 7,15%.

Quant à l'amortissement du capital, il se fera semestriellement après deux

ans de différé.

Selon les responsables d'Oragroup S.A, 70% du montant sollicité servira au refinancement de la dette, 20% au développement commercial des filiales et 10% à des projets stratégiques. De l'avis des dirigeants d'ORAGROUP, leur structure est dans la mise en œuvre de sa vision à long terme.

La première phase de son orientation stratégique a consisté à bâtir un groupe intégré. La deuxième a pour objectif d'assurer la rentabilité du groupe avec une croissance forte. Les projections 2020-2024 s'inscrivent dans une transition entre la 2^{ème} phase et la vision à long terme.

GRÈVE À DODO COSMETICS

La Direction donne des explications

La direction de la société DODO COSMETICS est en froid avec une partie des ouvriers. Depuis quelques jours et suite au licenciement de trois employés indécents, quelques employés refusent de vaquer à leurs occupations, pour disent-ils, dénoncer un vice de procédure. Mais que se passe-t-il réellement ?



Tout a débuté le 25 août 2021 où trois ouvriers ont été mêlés au vol d'un plomb qui servait à sceller les conteneurs avant de les convoier à destination. « Le transitaire après les formalités a déposé le plomb sur les plateaux du véhicule le temps d'aller chercher les douaniers en poste dans l'enceinte de l'entreprise. Mais avant son retour, l'on constate la disparition du plomb », a indiqué M. Laré, Directeur Administratif et Financier (DAF) de la société.

Face à la situation qui mettait en péril la sécurité des cargaisons et qui risque d'engager des frais supplémentaires pour la société, il a été demandé au chef personnel de passer

l'information pour que l'outil soit ramené. Sauf qu'en dépit de l'annonce, l'ouvrier indéclicat n'a pas daigné réagir. Suite à la décision de visualiser les images des caméras de surveillance qu'une ouvrière a ramené le plomb qui a d'ailleurs été déformé. Selon cette ouvrière, elle « aurait retrouvé le plomb dans la cour ».

Contre la version de cette dernière, les images prises par la vidéo surveillance montraient qu'il s'agissait d'un employé de la société qui a pris l'outil sur le plateau d'un camion et a agi avec la complicité de deux autres dont l'ouvrière en question. Une

combine qu'ils ont reconnue dans une note d'explication.

Le point de discorde

Sur la base des preuves et suite à la lettre d'explication, la direction a pris une sanction. Il s'agit d'une mise à pied de 15 jours contre les fauteurs qui ont d'ailleurs refusé de la respecter sur instruction des délégués de personnel qui pointaient du doigt un vice de procédure. « On a eu à leur renvoyer une autre lettre. Ils ont également refusé de s'exécuter. Conformément au règlement intérieur, nous les avons convoqués pour un entretien préalable qui devrait leur

permettre d'exposer leur point de vue. A la veille de la rencontre, les délégués ont introduit un courrier pour dire qu'il y a vice de procédure. Alors le jour d'entretien, les trois employés s'étaient fait accompagner des délégués de personnel qui, eux, sont venus empêcher l'entretien, sous prétexte qu'ils voulaient d'abord une réponse à leur courrier de la veille. Et ils ont demandé aux trois employés de bouder l'entretien », explique la direction.

Face au refus d'exécuter la sanction prise à leur rencontre et de boycotter l'entretien préalable sur ordre des délégués du personnel, la direction a procédé, le lundi 13 septembre 2021, à leur licenciement. En effet, après licenciement des trois ouvriers, les mêmes délégués, huit au total, ont, contre toute attente, appelé à une Assemblée Générale spontanée pour plancher sur le

cas de leurs collègues licenciés. « Sans informé la direction, sans tenir compte des mesures barrières qui prévalent, les délégués ont motivé une bonne partie des ouvriers au nombre de 156 à cesser le travail depuis le 13 septembre. Ils ont également refusé de répondre aux notes d'explication qui leur sont envoyées », indique M. Laré. Après le passage d'un huissier pour constater les faits, il est adressé à sept délégués du personnel, une mise à pied conservatoire, à l'exception d'un huitième délégué qui, lui, a donné suite à la note qui lui est adressée. DODO COSMETICS est une société de fabrication de produits cosmétiques et des parfums créée en 2008. Elle est reconnue pour la qualité de ses produits et sa prise en compte des demandes de la population concernant le soin et les traitements de la peau.

GUINÉE

Ce que l'on sait de l'organigramme du CNRD

En Guinée, parmi les multiples questions qui restent en suspens depuis le coup d'État qui a renversé Alpha Condé, se pose celle de l'organigramme du Comité national du rassemblement et du développement (CNRD). Au-delà de son chef, le colonel Mamady Doumbouya, le flou demeure sur son équipe rapprochée. Comment est composé le CNRD ? Qui sont ses membres ? « Vous aurez une liste très bientôt », répond le porte-parole de la junte.

« Au moins avec Moussa Dadis Camara, on savait dès le départ qui était qui », lance un bon connaisseur de l'histoire de la Guinée, en référence au chef du CNDD, la junte militaire qui avait pris le pouvoir en décembre 2008.

L'image du colonel Amara Camara, porte-parole du

CNRD jusqu'ici inconnu du grand public, est désormais familière pour les téléspectateurs de la RTG : c'est lui qui lisait les communiqués sur la chaîne nationale depuis le soir du coup d'État, avant de passer la main ces derniers jours à une femme, le lieutenant-colonel Aminata Diallo.

Visible aussi près du chef de la junte : le colonel Balla Samoura, ex-directeur régional de la gendarmerie de Conakry. Parfois surnommé « le colosse », « il ne s'entendait pas avec le haut commandant de la gendarmerie nationale », indique une source bien informée, pour qui « Alpha Condé avait créé une bipolarité au sein de la gendarmerie ».

Sadiba Koulibaly, numéro 2 de la junte ?

Mais « le véritable numéro 2 serait plutôt le colonel Sadiba Koulibaly », estime un officiel reçu par le CNRD. « C'est lui qui a d'abord représenté le colonel Doumbouya et parlé en

son nom » lors de la rencontre, « qui a ensuite pris la parole pour expliquer les positions de la junte ». Puis, « il était assis seul à la droite de Mamady Doumbouya », raconte notre interlocuteur. Le colonel Koulibaly avait été nommé fin août 2019 commandant du Centre d'entraînement des opérations de maintien de la paix.

Sa photo apparaît en juillet 2019 sur la page Facebook de l'ambassade américaine en Guinée aux côtés d'un autre officier guinéen, au retour « d'une formation à la prestigieuse École de guerre et de commandement de l'armée

américaine ». « Ils mettront les connaissances nouvellement acquises au service de leur Nation », peut-on lire dans la publication.

Le nom du général Aboubacar Sidiki Camara, alias « Idi Amin » revient enfin avec insistance. Ancien directeur de cabinet du ministre de la Défense, ancien proche d'Alpha Condé, « il avait finalement été éloigné et nommé ambassadeur à Cuba début 2019 », rappelle un observateur. Plusieurs sources indiquent qu'il serait bien de retour à Conakry, mais il n'est pas apparu publiquement depuis le coup d'État.

(Source : RFI)

BÉNIN

Patrice Talon « tout ému » d'avoir reçu Boni Yayi

L'ancien chef d'Etat Boni Yayi a été reçu par le président Patrice Talon, ce mercredi 22 septembre 2021 au Palais de la Marina. Le président de la République en accueillant son prédécesseur, n'a pas manqué d'exprimer la joie qui l'anime.

La rencontre tant attendue entre Patrice Talon et Boni Yayi s'est tenue ce mercredi à la Présidence de la République.

Dans ses premiers propos, le Chef de l'Etat n'a pas caché son sentiment de joie suscité par cette retrouvaille. « C'est

un honneur pour moi, un grand plaisir de vous revoir. Je suis tout ému », a déclaré Patrice Talon à l'entame de la rencontre.

De retour à Cotonou après plusieurs semaines d'absence, Boni Yayi a échangé avec Patrice Talon. Cette rencontre



inattendue s'est faite dans un contexte de main tendue pour la décrispation de la situation sociopolitique.

Président d'honneur de l'un des principaux partis de l'opposition, Boni Yayi n'a jusque-là pas été d'accord avec la gouvernance de son successeur. Les relations entre les deux personnalités, anciens amis, ont été depuis 2016, très tendues.

Depuis la fameuse rencontre de réconciliation tenue en 2016 à Abidjan, Boni Yayi et Patrice Talon n'ont plus été vus publiquement ensemble. Dans le cadre de la résolution

de la crise politique née des législatives dites exclusives, une rencontre avait été annoncée entre les deux, mais elle n'a finalement pas eu lieu.

Boni Yayi et Patrice Talon ont discuté des sujets brûlants de l'actualité politique. La situation des « détenus et exilés politiques » a été probablement au cœur des échanges.

(Source : Benin Web TV)

OPPORTUNITÉ COMMERCIALE

La Foire OCI Halal Expo ouverte aux Togolais

Le Togo va participer à la 8^{ième} foire de l'OCI en Turquie du 25 au 28 novembre 2021. L'information a été donnée aux professionnels des médias mardi dernier.

C'est une première pour le Togo de participer à ce grand rendez-vous mondial. La foire internationale Halal OIC Expo est à sa 8^{ième} édition cette année. Cette rencontre organisée sous le haut parrainage du président de la République Turque, en collaboration avec le centre islamique pour le développement du commerce, avec le soutien d'autres ministères et organisations non gouvernementales de la République Turque, est

considérée comme la plus grande exportation dans le monde. Elle se tiendra au centre des congrès d'Istanbul du 25 au 28 novembre 2021.

La foire se fera sur 14.476 m² avec la présence de 34.865 visiteurs venus de 94 pays. Avec des exposants venus de 36 pays, il sera organisé plus de 7110 rencontres B2B.

Peut participer à cette rencontre, tout opérateur économique togolais opérant dans les secteurs tels que :



cosmétique, les produits de soins et pharmaceutiques, la finance, les médias, le textile, les produits traditionnels, les organisations non gouvernementales, l'éducation et les travaux publics.

Les entrepreneurs togolais qui offrent les produits Made in Togo sont plus attendus à cette rencontre mondiale.

« Il ne faut plus qu'un togolais soit à la traîne pour dire que je n'ai pas d'opportunité pour aller chercher ce qui lui revient de droit. Il faut que la jeunesse entrepreneuriale surtout les producteurs des produits made in Togo sortent pour aller saisir des occasions et nouer des relations. Il ne faut pas rester dans sa tour pour se plaindre. C'est une opportunité que doit saisir tout entrepreneur togolais » a indiqué Kao Kezie, un responsable de la société Extra Group. Les objectifs visés par cette société sont entre autres la rencontre de plus de 500 décideurs de la Turquie, de l'Europe et de l'Afrique ;

trouver des débouchés et des contrats d'exportation pour les produits togolais, faire la promotion du PND en présentant les atouts agricoles, industriels, économiques du Togo lors de cette rencontre.

Les inscriptions ont déjà commencé et se poursuivent jusqu'au 30 octobre 2021, la date butoir des inscriptions. Les frais d'inscriptions s'élèvent à 1.500.000 FCFA et donnent accès aux formalités de voyage, logement et les déplacements sur le site.

■ Etonam TAMELOKPO

PEPA

60 jeunes filles intègrent la 1^{ère} promotion

Lancé le 08 mars dernier par le Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, le Programme d'Excellence pour les Femmes en Afrique (PEPA) rentre dans sa phase d'effectivité. Le ton a été officiellement donné le lundi 10 septembre dernier par le ministre des Enseignement Primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, Dodzi Komla Kokoroko. 60 jeunes filles togolaises forment la première promotion.

— Isidore AYEKO

C'est après des tests psychotechniques, écrits et interviews que 60 jeunes filles togolaises ont été sélectionnées pour participer à la formation d'un an et demi, dans le cadre du Programme d'Excellence pour les Femmes en Afrique (PEPA). Une initiative présidentielle

dont la formation repose essentiellement sur les méthodologies du monde du travail, le leadership et l'entrepreneuriat. L'objectif est de promouvoir l'excellence et le leadership de la jeune fille en administration, en relations professionnelles et en entrepreneuriat. La



formation est pilotée par le Cabinet international SHARE. A l'issue de ladite formation, les jeunes filles seront mises à la disposition des ministères, des différentes institutions, de l'administration publique et privée ou elles pourront se mettre à leur propre compte. Lors de la cérémonie officielle marquant le démarrage du PEPA, le ministre

Dodzi Kokoroko a rappelé l'importance et la place des femmes dans la société. « Nos sociétés africaines ont besoin simplement de femmes fortes pour faire avec les hommes, de grandes choses. La promotion des femmes tient à cœur aux plus hautes autorités », a-t-il indiqué.

Maëla Gozan-Biyao, directrice pays de Share espère une transformation notable des jeunes après la formation. « Nous sommes convaincus que ces jeunes femmes sortiront transformées au bout des 18 mois de formation. Elles seront plus confiantes et définitivement prêtes à participer au développement de l'économie

togolaise », a-t-elle déclaré.

Ce programme vient allonger la longue liste des initiatives prises en la matière, afin de propulser encore plus les femmes au devant de la scène. Ambitionnant de toucher plus de 1000 jeunes femmes, le Togo est le premier pays qui a mis en œuvre le PEPA. Il bénéficie d'un partenariat incluant le secteur privé, notamment Ecobank Transnational Incorporated (ETI), Bolloré et Togo Terminal.

HUMANITAIRE

230 élèves démunis ont bénéficié de kits scolaires

Dans quelques jours les élèves togolais reprendront les classes. La date du 27 septembre 2021 est prévue pour la rentrée. En vue d'aider les élèves, DJ MAC a décidé d'offrir des kits scolaires aux enfants dans plusieurs localités du Togo : Kara, Sokodé, Kpalimé, Agou, Kévé, Tsévié, Agoè-Nyivé. Une tournée de remise de kits scolaires qui a démarré le 14 septembre pour s'achever le 21 septembre.

De son vrai nom, Kossi Azoumaro, DJ MAC a donné du sourire dans cinq localités et quatre structures d'orphelinat au Togo. Dans les cinq localités, les chefs-canton, ont identifié trente enfants par localité : Pya et Lama dans la préfecture de la Kozah, Lavié dans la préfecture de Kloto, Assahoun dans la préfecture de l'Avé et Davié dans la préfecture de Zio. 150 enfants ont bénéficié de ces kits scolaires composés des lots de cahiers de 100 et 200 pages, des stylos,

d'un ensemble géométrique, crayon et une gomme. Quatre orphelinats ont été également sélectionnés pour bénéficier de ce don. Il s'agit de El Farouk et Centre Kandiyaa (Creuset) la préfecture de Tchaoudjo, l'Etoile du Matin, à Agou Kumawou, dans la préfecture d'Agou et l'Orphelinat La Solution à Adeticopé dans la préfecture d'Agoè-Nyivé. « Nous remercions énormément le donateur. Ces kits scolaires sont arrivés à point nommé. Certaines difficultés financières des parents empêchent les



enfants de fréquenter dans la quiétude, mais nous sommes sereins qu'avec cet apport, les enfants auront une meilleure année scolaire. Nous lui souhaitons une longue vie pour qu'il puisse continuer ses actions caritatives », a laissé entendre un chef-canton. Pour l'un des responsables des structures d'orphelinat, DJ MAC est un homme qui est soucieux de l'avenir des enfants. « Ces genres d'actions viennent du cœur. Nous exprimons toute notre gratitude à Kossi Azoumaro pour son geste louable à l'endroit des enfants. Il aime les enfants et

soucieux de leur avenir. Que Tout Puissant le bénisse ! » a indiqué, le directeur exécutif du centre Creuset.

A l'issue de la tournée de la remise, le donateur s'est dit réconforté par l'enthousiasme, la gaieté et la joie des bénéficiaires. « J'étais vraiment ému lors de la distribution de ces kits scolaires. Je tiens sincèrement à remercier tous ceux qui ont concouru à l'effectivité de cette action nationale : mes collaborateurs, mes fans et les autorités. Merci sincère à tous ceux qui ont contribué financièrement à sa réalisation. J'exhorte les élèves à être polis et assidus à l'école pour de meilleurs résultats », a déclaré DJ MAC qui promet d'autres actions caritatives pour bientôt.

LA NOUVELLE TRIBUNE

Révisé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjole - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINOU
Isidore AYEKO

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
1000 exemplaires



* Offre soumise à conditions

PRÊT SCOLAIRE

LA RENTRÉE AVEC LE SOURIRE

DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2021



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

